

ABONNEMENTS:

Edition Quotidienne:	
Canada et États-Unis	\$3.00
Union Postale	\$6.00
Edition Hebdomadaire:	
Canada	\$1.00
États-Unis et Union Postale	\$1.50

Directeur: HENRI BOURASSA.

LE DEVOIR

FAIS CE QUE DOIS!

Rédaction et Administration:

71A RUE SAINT-JACQUES
MONTREAL

TELEPHONE:

REDACTION: Main
ADMINISTRATION:

La brochure de M. Asselin "No French Canadian Need Apply"

Asselin est essentiellement journaliste. Il a fait, chose rare dans notre pays, des articles qui restent et dont l'un parle encore après des mois. Il a presque créé un genre.

Mais, comme tous les journalistes et plus que beaucoup d'autres peut-être, parce qu'il avait plus de talent et qu'il se livrait tout entier à sa besogne, il n'a pu donner de lui et de sa véritable force intellectuelle qu'une idée forcément incomplète.

La bataille quotidienne l'a contraint de porter son activité sur tous les points à la fois, d'user de toutes les armes. Pour la défense des causes qu'il croyait justes, il a tour à tour manié le sarcasme, l'ironie, la dialectique et les chiffres.

Mais tout cela a été semé au cours de vingt batailles, au hasard des combats et des adversaires. Trop souvent il n'a pu, dans la précipitation de la lutte, indiquer qu'un aspect de sa pensée, et le public qui est éminemment distrait, n'a pas le goût des synthèses, n'a pas toujours su voir quelle unité de pensée, quelle doctrine positive commandait ces attaques et ces démonstrations partielles.

Sa dernière brochure, *A Quebec view of Canadian Nationalism*, permettra aux plus superficiels d'apprécier en même temps que son talent d'écrivain et sa maîtrise de l'anglais, l'ampleur et la cohésion de sa pensée politique. Elle leur apportera aussi — mais sur ce point tout le monde est déjà fixé — une preuve nouvelle de son énergie et de son courage intellectuels.

A Quebec view of Canadian Nationalism a été écrit spécialement pour les Anglais. Nous défions qu'on y trouve une atténuation, si légère soit-elle, des opinions et des théories que l'auteur a formulées devant ses propres compatriotes.

D'un bout à l'autre de cette brochure, règne le même courant de franchise et de loyauté. A tous, Anglais comme Français, l'auteur dit sa pensée, toute sa pensée, sans violence mais sans faiblesse.

Asselin dit, avec la même énergie et la même calme, le problème de nos relations avec la métropole et celui des relations entre les races. Il expose, avec une admirable clarté, la question de l'immigration et les projets de réformes économiques et sociales préconisées depuis dix ans par le groupe nationaliste. Choix et recrutement des nouveaux colons, chemins de fer, terres publiques, forêts, mines, forces hydrauliques, régime douanier, questions ouvrières, réglementation des grandes compagnies, rien n'échappe à son examen.

Depuis l'étude de Bourassa dans la *Monthly Review* sur les *Canadiens-Français et l'Empire britannique*, nous ne croyons pas que l'un des nôtres ait publié une œuvre qui soit de nature à éclairer aussi complètement les Anglo-Canadiens sur les sentiments vrais de la grande majorité de leurs compatriotes de langue française.

A beaucoup de Canadiens-Français même, aux lecteurs surtout des feuilles ministérielles ou des gazettes à tout faire, qui couvrent du pavillon de l'indépendance les plus sales besognes, cette brochure apportera une sorte de révélation. Ils seront étonnés de la variété, de la cohésion, de la fécondité des idées semées depuis dix ans par le groupe nationaliste, et qu'Asselin résume avec d'autant plus de force et de

conviction qu'il a tenu dans cette campagne un rôle de tout premier ordre.

En écrivain ces pages de calme raison, où transparaît à peine son ardeur coutumière, l'auteur a dû, plus d'une fois songer aux heures de début, aux temps héroïques du mouvement nationaliste: aux petites réunions où des jeunes gens qui venaient de tous les points de l'horizon politique, élaboraient, article par article, le programme qui est devenu une sorte de drapeau; aux grandes manifestations publiques, où un orateur à peine plus âgé qu'eux et qui travaillait à leurs côtés, donnait à la pensée commune un retentissant écho.

Nous nous étions connus dans la mêlée, dressés vers le même idéal et poussés vers le même champ de bataille par les instincts de fierté et de générosité qui font toujours battre le cœur de la jeunesse. Nous nous étions groupés autour d'un homme que les trois-quarts d'entre nous ne connaissaient pas la veille, qui ne pouvait rien pour nous, mais que désignait à notre sympathie son courage moral et les hautes qui de toutes parts montaient vers lui.

Et nous vécûmes dans cette atmosphère enfiévrée de 1900 et 1901 des jours pleinement heureux. C'est une telle joie, au milieu de la veulerie ambiante, de se sentir une âme libre, de dire tout haut ce que l'on pense, de mépriser tous ceux qui se courbent et rampent, si haut soient-ils. C'est une telle joie aussi de se dévouer à quelque chose qui nous dépasse, qui nous soulève au-dessus des vulgarités quotidiennes.

Mais dès la première heure, nous eûmes la préoccupation — et Asselin plus que tous les autres — de mettre de l'ordre dans nos idées, de prouver que toutes nos attaques et toutes nos indignations provenaient d'une doctrine positive, et que nous ne songions à détruire que dans la mesure exacte où il fallait pour établir des fondations nouvelles.

Je ne dis point que nous ayons réalisé tout notre rêve, ni que notre offensive se soit constamment tenue dans les bornes de la plus sage modération; mais je puis affirmer — et je parle de toutes ces choses avec une liberté d'autant plus grande que je n'ai tenu dans le mouvement qu'un rôle très modeste — que toute cette campagne s'est inspirée d'un magnifique esprit de désintéressement et de générosité, d'un véritable amour de l'idéal.

Elle n'a conduit personne à la gloire ni même au succès. Les jeunes qui se sont battus côte à côte dans ce temps-là, ont pu différer d'opinion depuis sur des points secondaires, mais ils peuvent tous ensemble, et si modestes soient-ils, se rendre le témoignage qu'ils ont contribué à semer, dans cette province, quelques idées généreuses et fort pratiques, quoi qu'en aient dit ceux qui devaient plus tard les piller: qu'ils ont contribué surtout à réveiller le courage et la fierté des générations nouvelles.

Et cela suffit à leur récompense.

Asselin continue, dans cette brochure, la campagne de 1899 et de 1900. Il y apporte toutes les ressources d'une expérience accrue et d'un talent qui est aujourd'hui en pleine possession de ses moyens.

Il fait œuvre saine et bonne, il rend à son pays, et particulièrement à ses compatriotes, un fier service.

OMER HEROUX.

Quand on est valet....

Malgré sa position de défenseur richement payé d'un gouvernement qui compte une majorité considérable, le "Canada", ce matin, sent le besoin de se disputer.

Il réalise enfin qu'il glisse très vite sur la pente du ridicule et du mépris public.

Après avoir carotté, dans 6 ans, près de \$100,000, sous prétexte qu'il imprimait le "Journal d'Agriculture", il comprend que son désintéressement puisse être suspecté par la classe des électeurs qui pensent et jugent par eux-mêmes et que l'esprit de parti n'a vue pas.

Habitué à défendre ses maîtres par tous les moyens à sa disposition, envers et contre tous, toujours et quand même; à dénigrer leurs adversaires et à employer jusqu'à la calomnie pour les faire tomber si possible dans l'opinion publique, le "Canada" écrit:

"Il est absurde de s'attaquer à un journal ministériel du seul fait qu'il expose aux lecteurs la mentalité de son parti et les actes de son gouvernement et qu'il s'applique à analyser les attaques qu'on porte contre l'un et l'autre."

Il n'a même pas le courage d'avouer franchement que sa seule raison d'être est de défendre tout ce que ses maîtres font ou veulent faire et de déclarer mauvais ou intempestif tout ce que l'opposition peut présenter ou deman-

(Cet article devait paraître hier, mais dut être remis faute d'espace.)

Cette maxime très courtoise, dans un pays où les langues anglaise et française sont également officielles, appartenait jadis exclusivement aux névrosés de la gallophobie; et les dirigeants d'Ontario l'avaient réfutée de façon éclatante par la nomination de MM. Evanturel et Rhéaume, sans parler des autres, à des postes importants de la législature.

Certains ontariens, après avoir vaincu l'épizootie de rage canine, ont eu des accès de rage francophobe et, pour le plus grand malheur des professions dites libérales, c'est chez Thémis même que la violence a fait sa dernière victime.

Le Barreau ontarien, nous disent les dépêches, avait vendredi dernier sa réunion annuelle à Toronto. M. Frank E. Hodgins, conseiller du Roi, s'il vous plaît, fut à notre adresse les belles paroles qui suivent:

— Une nouvelle qui nous intéresse particulièrement a été discutée récemment: il s'agit de la nomination d'un juge canadien-français dans l'Ontario. Personne ne peut nier qu'au point de vue affaires, il vaudrait mieux pour nous comme nation que la langue anglaise fût universellement (li-sez exclusivement) parlée de l'Atlantique au Pacifique. Devrions-nous alors faciliter la perpétuation d'une autre langue hors des limites qui lui furent assignées? Étendre l'usage du français aux cours d'Ontario, tel serait le résultat naturel de la nomination d'un juge de langue française; et pour y arriver, il faudrait amender l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

"One matter of interest to ourselves has been recently mooted and that is the appointment of a French-Canadian judge in Ontario. No one can deny it would be a matter of business better for us as a nation that the English language were spoken universally from the Atlantic to the Pacific. Should we, then, foster in any way the perpetuation of another language outside the limits originally assigned to it? To extend the official use of the French language to Ontario courts would be the natural outcome of the appointment of a French-speaking judge, and to do this would necessitate an amendment of the British North America Act."

Ainsi, la nomination d'un juge canadien-français dans l'Ontario constitue un danger pour les institutions anglaises.

C'est ce qu'on appelle l'égalité des races.

Nous voulons croire que ce sentiment n'est pas partagé par la majorité des avocats ontariens, mais la déclaration de M. Hodgins, conseiller du Roi, n'en est pas moins une tache sur le blason de l'institution

mettent l'intérêt public au-dessus de leur appétit, n'ont voulu et ne désirent rien moins que le réveil de l'opinion publique.

Si en montant à l'attaque, ils ont manqué la cravache, c'était pour révéler les endormis et chasser les spéculateurs éhontés du domaine public et les agitateurs de toutes sortes.

Quand on a permis au triste sire qui a nom Rodolphe Lemieux alias Saint-Denis d'écrire des insanités et des inepties ruses contre Papineau, les jeunes de nos collèges et de nos universités et tant d'autres, il est malade de reprocher à un adversaire de "ne tirer de sa plume que violence et fiel".

Quand on a entendu, en plein parlement de Québec, à la dernière session, un Premier ministre, dans un discours violent et haineux entrer dans la vie privée d'un adversaire politique pour essayer de le tasser, ou à mauvais escient de reprocher à un orateur nationaliste de "ne tirer de son verbe qu'injures et dénigrement".

C'est en vain que le "Canada" plaidera sa cause et voudra faire croire qu'il est impartial.

Sa vie est trop intimement liée avec nos faiseurs petits ou gros, leurs ambitions et leur besoin du pouvoir pour qu'il consente jamais à leur dire leurs vérités.

C'est un valet trop bien payé pour oser discuter les ordres du maître.

TANOREDE MARSIL.

Les rivaux de New-Westminster

Conformément à la décision prise à l'assemblée annuelle de la ligue du Pacifique, hier soir, à Victoria, C.A., trois clubs, appuyés par l'A.A.A. Victoria, feront leur entrée dans la ligue de croasse amateur de la côte du Pacifique. On sait que nombre de joueurs de l'Est figurent sur ces équipes, dont l'une forme un club de seniors, la deuxième, de juniors, et l'autre d'internationaux. Le Victoria doit rencontrer prochainement Vancouver et New-Westminster.

éminemment respectable qu'est le Barreau.

Nous, nous agissons différemment. Nous donnons tous les postes importants aux anglais — avec la même obséquiosité qui faisait dire à d'Auteroche: "Tirez les premiers..." — sans songer que de main peut-être ceux-là même qui gagnèrent parfois leur avancement plus par notre générosité que par leur vrai mérite, réclameront l'abolition d'une langue à la fin ennuyeuse, "une langue des difficultés", comme l'appelle le *Witness*.

Déjà les services d'utilité publique préparent une guerre à mort contre la mesure Laverne touchant l'emploi du français dans ces services, et les compagnies de voirie n'attendent que pas qu'on les invite à tirer pour diriger une canonnade de grosses pièces contre le projet simplement juste du député de Montmagny.

Un député d'origine française demande-t-il des documents français, un échevin de la ville de Montréal, où la majorité est française, veut-il obtenir des indications françaises dans les services municipaux, l'on crie aux préjugés de race.

La sortie de M. Hodgins n'est certainement pas un appel à ces préjugés, puisqu'il est bien entendu dans notre beau pays que les Anglais de sa trempe n'ont pas de préjugés contre nous et qu'ils nous traitent toujours avec une aménité digne de lord Chesterfield. Mais nous, les grincieux, les étroits, les mesquins, les rêveurs, les chauvins, nous criions à l'abus comme de vulgaires malaprisés dès que nos voisins disent que notre langue est inutile, encombrante et après tout illégale, puisque l'Acte de cession à l'Angleterre était forcé de faire des concessions pour éviter des ennuis à ses hommes.

Le premier-ministre canadien-français du Canada se formalisera peut-être de cette gaucherie de M. Hodgins.

Il nous est même permis de supposer que les avocats de langue française, très nombreux dans l'Ontario, n'ont pas laissé passer sans protestation une aussi grave insulte gratuite.

La population anglaise de Montréal doit regretter cette affaire plus, peut-être, que nous-mêmes, puisque l'attaque ne peut que porter atteinte à la bonne entente qui existe ici, malgré quelques érailleries chauvines sans grande importance.

Tout de même, M. Hodgins restera longtemps, dans l'opinion française du Canada, un personnage incivil pour ne pas dire hostile.

Il ne s'en soucie pas, sans doute, de cette opinion, mais il finira tôt ou tard par comprendre que les minorités, quand même elles sont françaises, ont droit au même respect que les Français accordent aux minorités quand elles sont anglaises.

JULES TREMBLAY.

Les prérogatives des commissaires

Les discussions d'hier, au conseil municipal, touchant les prérogatives des commissaires et celles des échevins, démontrent la nécessité de reviser l'article de loi créant le Comité exécutif. En effet, un paragraphe de cet article ordonne que toutes les mesures affectant les finances de la Ville sont du ressort du Comité exécutif, alors qu'un autre paragraphe prescrit que la négociation des emprunts et l'émission des débiteurs relèvent de la compétence du Conseil municipal.

Et, comme nous le faisons observer ce matin un haut fonctionnaire, il n'est pas de transaction aussi importante et qui affecte autant les fonds de la Ville, que la négociation d'un emprunt ou l'émission de débiteurs.

La dispute entre célestes

Boston, 12.—Pour prévenir le retour des troubles de 1907, entre les Tongs et les autres membres de la colonie chinoise, un grand nombre d'inspecteurs de police gardent la "Chinatown", aujourd'hui. D'autres surveillent l'arrivée des trains, car il paraît que 35 Chinois, membres d'une association secrète adverse des Tongs Bostonnais ont quitté New York hier pour une destination inconnue.

On croit qu'ils se sont dirigés sur Boston.

Incendie à Ottawa

Ottawa, 12.—Les remises du Canadien-Pacifique, près de la gare Union, ont subi un incendie partiel, ce matin. Les dommages sont évalués à \$5000.

Deux locomotives ont été endommagées. La cause probable de cet incendie, des étincelles.

En convalescence

Nous apprenons avec plaisir que M. L.-J.-A. Dérôme, président de la Librairie Dérôme, Limitée, retenu à l'Hôtel-Dieu depuis six semaines, est entré en convalescence et pourra bientôt retourner à ses affaires.

Dans l'Entrevue

LE CHATEAU DUNSMUIR.

M. D. D. Mann, le lanceur de chemins de fer, négocie actuellement l'achat du château Dunsmuir. Il veut s'établir à Victoria, Colombie britannique.

TELEPHONES ET TELEGRAPHES.

Albany, N. Y., 12.—Une mesure a été présentée à la législature new-yorkaise recommandant la suppression de la surveillance de la commission des services d'utilité publique des téléphones et télégraphes. Il est probable que la mesure sera adoptée cette semaine.

TROUBLE-FETE SCANDINAVE.

Les trois cents Italiens et Grecs employés aux halles du Canadien-Pacifique, à Fort William ont été débauchés. On a craint la répétition de troubles de l'an dernier et la destination en bloc a été décidée par les contremaîtres des halles.

LES MESSAGERIES.

La commission canadienne des chemins de fer ordonne aux compagnies de messageries d'établir un taux uniforme et de ne pas réclamer sur chacune des lignes desservies par l'une ou l'autre compagnie le plein prix de livraison locale quand il y a raccordement entre deux lignes pour le transport et la livraison des colis.

UNE RENOVATION.

L'Intercolonial s'est procuré les vieux rails de l'ancien réseau maritime entre le Fort Lawrence et la Baie Verte, et a décidé de les faire repasser au laminoir de façon à réduire leur poids de cent dix livres à quatre-vingts. La Provincial Steel de Cobourg, Ontario, lamine une centaine de tonnes de ces rails par jour. Son contrat est de cinq mille tonnes actuellement, ce qui représente à peu près une longueur de cinquante-sept milles de rails.

PRESIDENT CULTIVATEUR.

M. Brown, président du New York Central, fils de cultivateur, n'a jamais abandonné le terroir malgré ses nombreuses occupations de Wall Street. On peut le voir matin et soir sur ses terres du Long Island, occupé à des travaux de ferme. C'est là tout le secret de la campagne active que fait M. Brown pour ramener les jeunes gens à l'agriculture et pour désencombrer les villes.

DES TROUBLES OUVRIERS.

Il est tout probable que l'arbitre du ministère du travail sera demandé pour régler le différend entre le Canadien-Nord et ses employés de la section ouest. Les travailleurs demandent une augmentation de salaire variant de deux à cinq cents l'heure.

Le New York Central doit faire de nouvelles propositions pour éviter la grève de ses équipes de train. Les conducteurs, serre-freins, mécaniciens, et chauffeurs, sans compter les sectionnaires et signaux, réclament des concessions supplémentaires.

L'EXODE AMERICAIN.

En mars dernier six mille Américains ont traversé la frontière canadienne pour s'établir dans les provinces d'Ontario. On croit que plus de huit mille viendront en avril. Hier, cent quatre-vingt wagons chargés de chevaux, de bestiaux, de bagages, ont passé Portals, sur la frontière. Les nouveaux colons sont très bien pourvus d'instruments aratoires et apportent collectivement une forte somme d'argent pour l'exploitation des terres nouvelles qu'ils ont acquises.

LES CHEMINS DE FER AUX E. U.

Le Canadien-Pacifique contrôle aux États-Unis, 4,404 milles de voies ferrées et le Grand Tronc 1,470, selon le rapport publié par la commission du commerce inter-états. Ce rapport dit aussi que le Canadien-Pacifique a touché comme recettes de son réseau américain \$24,236,139 du 30 juin 1908 au 30 juin 1909, alors que les recettes du Grand-Tronc ont été de \$13,277,090. C'est le Pennsylvania qui a fait la plus grosse recette des chemins de fer aux États-Unis, pendant cette période, encaissant \$278,907,731, pour ses 11,272 milles de rails.

LES ACCIDENTS DU RAIL.

— A Fernie, Colombie britannique, une locomotive de remorque a frappé hier un éboule de roc à un demi mille de la gare et a sauté la voie. Le mécanicien Roberts a été tué sur le coup. Le chauffeur n'a pas été blessé.

— A Cookshire, le serferein Walsh, du Canadien-Pacifique, est mourant des blessures reçues samedi dernier en tombant d'un train en marche. On ne croit pas qu'il survive.

— Des Moines, Iowa, onze voyageurs ont été blessés dans le tamponnement d'un tramway électrique et d'un convoi de marchandises, hier.

— A Woodstock, Ontario, William Elliott, un adolescent, a sauté une source de qui allait être écrasée sous les roues d'un fort convoi de marchandises. Elliott a été légèrement blessé aux bras.

— A Niagara Falls, Ontario, John Finlayson, de S. Catharines, Ont., tailleur, a été tué par un train du Michigan Central à la traversée à niveau de la rue Main. Il traversait la voie au moment où deux trains allaient se rencontrer. Vouloir éviter le premier, il se plaça devant le train de l'Ouest et fut écrasé en charpie.

Le 65ième au Théâtre National

La soirée de gala militaire que les sous-officiers du 65ième Régiment donneront ce soir, au Théâtre National, sera certainement l'événement théâtral de la saison.

Le "Retraite" drame militaire mis à l'affiche pour cette semaine, est très beau dans le genre. Les entrées sont bien remplies par des artistes du Théâtre National et seront d'un vif intérêt.

La présence des officiers et des sous-officiers en tenue de gala, donnera de l'éclat à cette soirée militaire.

Etrange suicide

Ansonia, Conn., 12.—Frederick H. Smith, dont on vient de découvrir le cadavre, a choisi pour se suicider un mode peu ordinaire. Il s'est précipité à l'intérieur d'une cheminée d'une hauteur de 102 pieds et on l'a trouvé, au bout d'un an, dans la cheminée, à 102 pieds de la terre. Il a été vu pour la dernière fois au cours de la semaine de Noël. Il entra dans la chaufferie de la manufacture où il s'est suicidé et demanda la permission de se chauffer. C'est le suicide le plus étrange que l'on ait constaté dans cette région.

LETTRE D'OTTAWA

MESURES SECONDAIRES. — LA BATAILLE. CES JOURS-CI. — A LA BESOGNE. — ON AGIT VITE. — INVITATION ACCÉPTÉE. — L'OURS LECHÉ, RECONNAISSABLE. — LES BOSSÉS DISPARUES. — CONCILIATION. — L'IMAGINAIRE ET LE REEL. — A PROPOS DE DROITS PROVINCIAUX. — "PROVINCIAL RIGHTERS". — LE "CHANTECLER" DE M. FIELDING. — SUR LE MÉTIER. — REPÉTITION GÉNÉRALE. — LA P...IERRE, BIEN TOT.

Ottawa, 12 avril.

Rien de fort intéressant à la Chambre, hier. La législation d'ordre privé accapare tout le jour, l'attention des députés. On avait prévu, un temps, pouvoir attaquer l'étude, en comité général, du bill de la marine. Force fut de remettre ce sujet à la séance d'aujourd'hui; on compte, à droite, pouvoir expédier tout ce débat en deux jours. C'est peu probable. Le bill est assez volumineux, — il renferme cinquante-trois clauses, — et si la gauche y met quelque peu d'obstacles, nous n'en serons pas quittes, au plus tôt, avant jeudi soir.

I.

Il y a quelques semaines, la Chambre perdait une vingtaine d'heures consécutives à discuter le bill de la "Saint-Lawrence Power & Transmission Co."; ceci nous valut une séance continue de vingt-deux heures.

Hier, en moins de soixante minutes, la Chambre en disposait pratiquement. De fait, elle en étudiait, en comité général, l'une après l'autre, les diverses clauses, — une quinzaine, — et l'y adoptait. Reste la troisième lecture. C'est une formalité. Elle aura lieu ces jours-ci, d'ici là, on réprimera le bill.

Il en a grand besoin. Ce n'est pas le même; tour-à-tour, MM. R. L. Borden, Sharpe, Lancaster, Lennox et un couple d'autres oppositionnistes ont proposé qu'on l'amendât de diverses façons. Ils répondaient à l'invité de M. Pugsley qui, la semaine dernière, se déclarait prêt à adopter tous les amendements de nature à rendre cette mesure acceptable au pays. Hier matin, clause à clause, ce bill a passé sous les fourches caudines de l'opposition. Son parrain, M. Pardee, ne le reconnaît presque plus. Et les promoteurs de cette mesure vont trouver qu'on leur a lâché leur ours à l'enfer méconnaissable.

Le projet de barrage du fleuve Saint-Laurent au Long-Saut, qui faisait partie du bill original, n'existe plus dans le nouveau texte. La Compagnie actuelle ne peut désormais entreprendre aucun nouveau travail sans avoir reçu au préalable l'approbation du parlement, à ce propos. Elle relèvera de la Commission fédérale des Chemins de fer, quant au prix où elle détaillera l'énergie électrique, et pour divers autres propos.

Une couple de votes, — des votes de parti, — décidèrent de certains amendements rejetés par la majorité. En Chambre, il y avait soixante-six députés. La discussion fut paisible. M. Pugsley était absent, de sorte que nul de la gauche n'eut la tentation de lui tirer des briques. Une entente avait dû survenir, avant la reprise de ce bill, en comité, pour qu'on en vint à procéder comme on le fit hier. De part et d'autre, on s'est montré conciliant, tout autant qu'on ne le fut point, lors de la première apparition de ce bill à la Chambre des Communes. Pourvu qu'on ne soit pas accordé sur le dos du public! La multiplicité des amendements, dont nous n'avons point le texte à portée de la main, ne nous permet point de nous prononcer aujourd'hui à ce propos. Il semble bien, néanmoins que les principaux droits du public n'ont point été lésés.

II.

Depuis dix ans, le gouvernement fédéral...

GEORGE PELLETIER.

A la Législature Provinciale

Québec, 12 avril.—La commission des chemins de fer a remis à jeudi prochain la séance qu'elle devait tenir ce matin. Ce retard est dû au déraillement de l'Épiphanie. Le conseil législatif siège cet après-midi.

M. Kelly doit demander cet après-midi la production des documents relatifs à l'enquête sur ses faits et gestes. La production de ces documents donnera lieu à un débat intéressant.

Une formidable explosion

Wellsville, N. Y., 12.—Un magasin de la compagnie E. I. Dupont, qui contenait 800 barils de nitro-glycérine a sauté hier. Charles P. Hey, un employé aux puits d'huile, a été tué. Le choc a causé une excavation de vingt pieds de profondeur sur une largeur de quatre-vingt pieds et les arbres ont été arrachés sur une étendue de terrain de deux acres. Un grand nombre de fenêtres ont été mises en pièces à Hallsport à un mille de l'endroit où l'accident a eu lieu.

Un musée d'art à l'enchère

New York 12.—On a terminé hier la vente du musée d'art de la cinquième avenue, qui appartenait à feu Charles T. Yerkes. Les effets mis à l'encan ont rapporté \$2,034,450. La mise à prix était de \$1,400,000. On a vendu tous les bronzes, ainsi que les statues et la bibliothèque qui contenait un grand nombre de volumes.

Séance du matin aux Communes

Ottawa, 12.—Sir Wilfrid Laurier et M. McGeever, député d'Ottawa, ont introduit à la chambre ce matin M. Allard, le député d'Ottawa, élu en janvier dernier pour remplacer Sir Wilfrid Laurier.

M. King, ministre du travail, présente une résolution relative à la constitution de conseils chargés d'enquêter sur les plaintes portées contre les trusts et les cartels.

Le bill de la marine ne verra pas aujourd'hui devant la chambre. Il est remis à demain. La chambre va étudier aujourd'hui un bill et une résolution de M. MacKenzie King relatifs aux trusts et aux cartels.

Fin tragique

UN JEUNE ENFANT EST EMPORTÉ AVEC UN PONT ET SE NOIE.

Gould, Qué., 12 avril.—Un malheureux accident est arrivé près d'ici hier après-midi. Le fils de M. John Morrison se trouvait sur le pont construit sur le cours d'eau Moffat, quand celui-ci fut emporté par la crue des eaux. Cette crue a été provoquée par la rupture de la chaussée de la compagnie Brampton Pulp & Lumber. Quand elle a cédé les billots et l'eau qu'elle retenait se sont précipités dans le cours d'eau Moffat et ont échoués, quand celui-ci fut emporté par la crue des eaux. Le jeune Morrison s'est noyé. Deux hommes qui se trouvaient avec lui ont pu réussir à se sauver. Le pont de Layfield a été aussi emporté.

EMPRUNT JAPONAIS.

Tokio, 12.—Le second emprunt du département de l'Intérieur au montant de \$50,000,000 a été souscrit une fois et demie, en très peu de temps.
